



**PRÉFET DE LA LOIRE**  
**ARRÊTÉ N° 433 -DDPP-16**

portant mise à jour des activités du site

Le Préfet de la Loire

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 513-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°16-68 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 407/DDPP/16 du 4 octobre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 réglementant les activités exercées par la société GALVALOIRE sur le territoire de la commune de SAINT-CHAMOND – 25 rue Louis Chatin – Z.I. Soie d'Izieux ;

VU la demande de bénéfice d'antériorité datée du 26 avril 2016 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 3 octobre 2016 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la situation administrative de l'installation susvisée au regard de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il n'y a aucune prescription additionnelle, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis ;

**SUR PROPOSITION** de madame la directrice départementale de la protection des populations ;

**ARRETE**

**CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

**ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société GALVALOIRE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Chamond, 25 rue Louis Chatin, Zone Industrielle Soie d'Izieux, les installations détaillées dans les articles suivants.

## ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010, et entraînent l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques de ce même arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral du 12 janvier 2010	Article 1.2.1, tableau de classement	Suppression du tableau de classement, remplacé par le tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté

## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 est remplacé par le suivant :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume	A, D, NC	Situation administrative
<b>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 :</b>  2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibroabrasion), le volume total des cuves de traitement étant : a. Supérieur à 1 500 l	2565.2a	<b>Volume des cuves de traitement : 83,17 m<sup>3</sup></b>  Répartition des volumes : chaîne satinage : 44,75 m <sup>3</sup> chaîne brillantage : 34,49 m <sup>3</sup> chaîne polissage : 3,93 m <sup>3</sup>	A	AP du 12/01/2010  rub 2565-2a 83,17 m <sup>3</sup>  soumis à autorisation
<b>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup></b>	3260	<b>Volume des cuves &gt; 30 m<sup>3</sup></b>	A	

<b>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa, :</b> 2. La puissance absorbée étant : b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	2920.2b	1 compresseur d'air d'une puissance de 7,5 kW  2 installations de réfrigération d'une puissance totale de 80 kW  <b>Puissance totale absorbée : 87,5 kW</b>	D	AP du 12/01/2010  Puissance totale : 87,5 kW  soumis à déclaration
<b>Pentoxyle d'arsenic, acide arsénique ou ses sels (N°CAS : 1303-28-2)</b> - la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 tonne	4707	0,1 t de matière solide 0,03 t de matière liquide	D	

A autorisation

D déclaration

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

## CHAPITRE 1.3 DELAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITE- EXECUTION

### ARTICLE 1.3.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### ARTICLE 1.3.2. PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, et est affiché en mairie de SAINT CHAMOND pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SAINT CHAMOND fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture, l'accomplissement de cette formalité. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société GALVALOIRE.

### ARTICLE 1.3.3. EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le maire de SAINT CHAMOND sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ST-ETIENNE, le

25 OCT. 2016

**Patrick RUBI**  
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale  
de la Protection des Populations  
et par délégation

Copie adressée à :

- Société GALVALOIRE

25 rue Louis Chatain

Z.I. Soie d'Izieux

42400 SAINT-CHAMOND

- Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT interdépartementale  
Loire – Haute-Loire Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono